SINALOA: ANALYSE DE L'AUTOÉVALUATION DE CULTURE 21: ACTIONS

JUIN 2017











Sinaloa est le premier État de la République mexicaine à rejoindre l'Agenda 21 de la Culture et, par conséquent, à appliquer le guide Culture 21 : Actions, non seulement pour élaborer la présente autoévaluation mais aussi pour recueillir l'évaluation et les propositions formulées par les différentes communautés artistiques et culturelles de tout l'État et ce, en vue d'élaborer sa politique culturelle 2017-2021. Le Gouvernement de l'État a pour intention explicite, à travers l'Institut de la culture de Sinaloa (ISIC), de consolider les avancées de sa politique culturelle en tant que part intégrale de son programme actuel de gouvernement, dans le cadre de l'Agenda urbain 20-30 auquel s'est engagé Sinaloa en 2017.

Le Gouvernement de l'État de Sinaloa souhaite orienter ses politiques publiques selon l'approche de la culture et du développement humain durable que propose Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à travers sa Commission Culture, et tout particulièrement avec le programme « Villes et Territoires Pilotes ». C'est dans cette perspective que se sont activement joint·e·s à l'initiative des représentant·e·s du secteur culturel, de la communication et du tourisme, des personnalités du monde universitaire, du secteur privé et de la société civile.

Cet État du nord-ouest du Mexique compte une population de près de 3 millions d'habitant·e·s. Elle jouxte Sonora, Chihuahua, Durango et Nayarit, son territoire ayant une grand part littorale sur le Pacifique et le Golfe de Californie. Sinaloa se démarque par la richesse de la biodiversité des différents écosystèmes dont regorgent ses diverses régions —montagne, plaine côtière et sierra—, qui ont d'ailleurs été documentés dans le cadre des politiques publiques de l'État. Il s'agit de l'un des États les plus importants du pays dans le domaine de la production alimentaire.

Sinaloa est également une terre de diversité culturelle et linguistique de par l'influence de différentes cultures dès sa création et la forte présence des populations indigènes originaires et autres groupes ethniques qui le peuplent désormais, fruit des grandes migrations à l'œuvre dans cet État. Culiacán est sa capitale. L'État est composé de 18 municipalités et d'un réseau de villes de taille moyenne à petite, clairement définies par leur profil socioculturel et de développement : Mazatlán, El Fuerte, Los Mochis, Guasave, Mocorito, Choix, entre autres. C'est un État à l'intense production agricole et halieutique, dont les plages et zones maritimes sont considérées comme fortement touristiques, avec d'importants ports d'activité commerciale.

Sinaloa se distingue par sa grande tradition de théâtre populaire et professionnel, de danse traditionnelle et contemporaine, de production littéraire et historique, à laquelle s'ajoute l'apport précieux des groupes indigènes, dont la mémoire et la contemporanéité sont une part importante de la richesse culturelle. Toutefois, et depuis quelques années, l'imaginaire social associe l'État au trafic de drogue et à la violence, une réalité complexe et indéniable, qui a été abordée par les politiques

de sécurité fédérales et de l'État, mais aussi par le monde universitaire, littéraire, journalistique et artistique, travail par ailleurs salué.

Cet État accueille également de grands festivals déjà bien en place, reconnus sur le plan national et international : le Festival culturel Sinaloa, le festival de danse « Festival Yoreme », pour n'en citer que quelques-uns, qui réunissent les efforts des institutions et des organisations de la société civile. Il s'agit aussi d'une terre fertile d'une pensée politique et humaniste effervescente, à laquelle contribue également l'emblématique Université autonome de Sinaloa (UAS). Historiquement, Sinaloa a été au cœur de la pensée coloniale, indigène, jésuite, libérale, anarchiste, protestante mais aussi d'autres courants souvent divergents, outre le fait d'avoir reçu très tôt de fortes influences internationales, étant un port et une terre de transit vers la péninsule californienne. Cette situation en fait également un centre de pensée et de débat idéologique, nécessaires à la démocratie d'un pays.

L'intégration de Sinaloa à l'Agenda 21 de la culture s'est faite au moyen d'un dialogue ouvert, mis en avant par l'ISIC, entre intellectuel·le·s, artistes, agents culturel·le·s, communiquant·e·s, professeur·e·s et étudiant·e·s, par le biais du Séminaire Sinaloa sur les politiques culturelles et le développement durable, une approche orientée sur l'Agenda 21 de la culture. Cet événement a été organisé en novembre 2015 et a également réuni, fait inédit jusque-là, les personnes ayant mené les politiques culturelles de l'État par le passé. Les résultats de ce Séminaire ont été documentés dans un livre récemment publié.¹

Dans le cadre de la participation de Sinaloa au programme « Villes et Territoires Pilotes », coordonné par la Commission Culture de CGLU, Sinaloa a constitué le 25 août 2016 le Comité CGLU Agenda 21 de la Culture, qui réunit des représentant·e·s des secteurs public, privé, social, éducatif, manufacturier, culturel, universitaire et de la communication. Celui-ci s'est manifesté le 21 septembre 2016 auprès du Secrétaire d'éducation publique et avec la présence de la responsable de l'Institut de la culture de Sinaloa d'alors, du directeur de l'Institut municipal de la culture de Culiacán et de la presse. L'objectif est que ses membres agissent comme garant·e·s du processus de reformulation des politiques publiques du domaine de la culture vers une approche du développement humain durable. La liste des membres de ce Comité est à retrouver en Annexe 1.

Le Comité s'est réuni à l'occasion du Séminaire de l'Agenda 21 de la culture les 20 et 21 septembre 2016, avec pour but d'effectuer l'autoévaluation des 9 engagements proposés par le document « Culture 21 : Actions ». Ce guide a été approuvé par la Commission Culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) en mars 2015 et

¹ Instituto Sinaloense de Cultura. Seminario Sinaloa, Políticas Culturales y Sustentabilidad, Memoria, Gobierno del Estado de Sinaloa, 2016, 220 pp

permet aux villes et gouvernements locaux du monde entier d'examiner le rôle que tient la culture dans le développement durable local. Ce document se base sur des directives communes et compare les moyennes attribuées par le Panel mondial consulté en 2015 par la Commission Culture de CGLU.

Le séminaire ou atelier d'autoévaluation est l'activité initiale entreprise par toute ville ou territoire pilote. Le séminaire a alterné entre réflexions sur chacun des axes et reconnaissance des expériences menées à Sinaloa, permettant également aux participant·e·s de trouver des points de convergence dans l'évaluation des niveaux de développement desdits axes en respectant toujours les divergences de points de vue.

En outre, ce diagnostic s'est enrichi avec la visite des initiatives et projets citoyens ou institutionnels développés dans plusieurs municipalités et villes de l'État, notamment à Corerepe, Ahome, Los Mochis, Topolobampo et El Fuerte. De plus, trois réunions de sensibilisation ont été organisées autour de l'application de Culture 21 : Actions, avec des acteur·rice·s clés de la vie économique, professionnelle, universitaire et journalistique, des leaders de la société civile et des gouverneur·se·s indigènes de Culiacán, Corerepe et Los Mochis, ainsi qu'une conférence de presse qui a suscité l'attention des moyens de communications de l'État.

À partir de l'application collective du guide d'autoévaluation de Culture 21 : Actions, les dialogues entamés avec les acteur-rice-s clés, les visites réalisées au cours de trois voyages dans l'État, auxquels vient s'ajouter la documentation prolifique élaborée et fournie par l'ISIC, l'UAS et autres institutions de l'État, Sinaloa fait part du diagnostic suivant, connu également sous le nom de « Radar 1 ». Il a été élaboré par Lucina Jiménez, experte dans la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la Culture, en étroite collaboration avec le Secrétariat de la Commission Culture de CGLU et la participation de l'Institut de la culture de Sinaloa.

AUTO EVALUATION



Sinaloa a mené une réorientation de sa politique culturelle en tenant compte des droits culturels dans ses lois et programmes gouvernementaux. Le résultat de l'autoévaluation à Sinaloa de l'engagement 1 de Culture 21 : Actions correspond exactement à la moyenne obtenue par le Panel mondial d'expert·e·s (35 %).

L'un de ses autres points forts, même s'il existe un écart de deux ou trois points en-dessous des moyennes internationales, se retrouve dans les domaines de l'éducation et de la culture (35 % pour un 38 % mondial), surtout avec l'élan donné à l'éducation aux arts au niveau professionnel et universitaire. La même chose est observée dans le domaine de la gouvernance de la culture (35 % pour Sinaloa, 37 % au niveau mondial), étant donné l'importante participation de la société civile et des entreprises privées dans l'organisation des saisons, festivals, sponsors et fondations.

Suivent ensuite les politiques concernant le patrimoine, la diversité et la créativité, qui obtiennent l'une des moyennes les plus élevées de l'autoévaluation au niveau de l'État (45 %), mais qui reste toutefois à 5 points inférieure à la moyenne mondiale. L'attribution d'une moyenne à l'engagement culture et environnement a été un cas un peu particulier (25 % alors que la moyenne mondiale se situe à 30 %), de bonnes pratiques ayant été détectées, mais ces 5 points d'écart sont dus au manque de diffusion et au fait que jusqu'au moment de l'autoévaluation, la composante culturelle de ces bonnes pratiques n'avait pas été reconnue.

Les domaines qui présentent le plus de marge de manœuvre touchent aux engagements Culture et économie (20 % pour Sinaloa, 38 % au niveau mondial) ; Culture, équité et inclusion sociale (27 % contre un 35 % mondial) ; Culture, planification urbaine et espace public (34 % par rapport à un 44 % mondial) ainsi que l'engagement Culture, information et connaissance (moyenne de 33 % à Sinaloa, 43 % au niveau mondial). Ce sont ces thématiques qui accusent le plus de retard, car dans tous les cas, les moyennes se trouvent à 10 points en-dessous de la moyenne internationale.

Schéma 1 : Autoévaluation de Sinaloa et données du Panel Mondial 2015



par 34 experts.



Avec une note de 35 %, Sinaloa se trouve dans la moyenne internationale établie par le Panel mondial d'expert·e·s ayant évalué les progrès de différentes régions du monde dans l'intégration de la culture au développement durable. Même si les droits culturels ne sont pas ancrés dans le discours public quotidien relatif à la culture, ni au sein des différents secteurs sociaux majoritaires, ils sont présents dans les documents de politique publique de l'État, en particulier avec la Loi d'État sur la culture de 2008, ainsi que dans le Programme pour le secteur de la culture 2016-2018, notamment avec l'objectif suivant : « Parvenir à ce que les habitant·e·s de Sinaloa exercent leur droit à participer et à profiter des biens et services culturels ». Certaines municipalités se sont d'ailleurs fait l'écho de cette démarche de politique publique. Ceci représente une avancée sur le plan national, où les droits culturels sont reconnus de façon constitutionnelle, mais où les politiques basées sur les droits n'affichent pas, en général, de progrès.

Un élément considéré comme indispensable par les participant·e·s a été la consolidation et le renforcement du rôle attribué à la vie culturelle au cours de cette période de politique culturelle, celle-ci étant directement en lien avec le maintien d'un tissu social résistant. En ce sens, il faut souligner la création de cinq centres communautaires et de cinq chœurs et orchestres dans différents régions de l'État, tout comme l'amélioration des musées communautaires qui a permis d'encourager la participation citoyenne de différentes couches sociales à la vie culturelle.

Un domaine d'intérêt pour le Comité local de l'Agenda 21 de la culture est l'établissement d'une politique publique spécifique et explicite, au caractère transversal ou intersectoriel qui reconnaisse les droits et les responsabilités culturels, qui mette l'accent sur les groupes vulnérables, qui ait une perspective liée au genre et qui encourage une culture citoyenne à forte dimension civique et éthique. Il a été proposé de revoir la Loi de participation citoyenne et les autres lois d'État pour y inclure les droits culturels, en ajoutant également une Charte des droits culturels avec diffusion massive dans tout l'État.



Sinaloa se situe à 45 %, un niveau encore très inférieur à la note obtenue au niveau international (50 %). Malgré tout, ce domaine constitue l'un des points forts de l'État, qui se démarque par la présence d'instances consacrées à la préservation et à la promotion du patrimoine : 31 musées (quatre de l'ISIC, la majorité étant communautaires ou municipaux), des galeries, des théâtres et une archive historique, la création du programme Mémoire historique et un vaste programme éditorial de divulgation du patrimoine littéraire, historique et culturel de Sinaloa. En termes de patrimoine, la récente construction du nouveau Théâtre El Ingenio à El Mochis a été mise en avant. Les participant·e·s ont également signalé qu'il faut encore égaliser le niveau des politiques entre les différentes municipalités, actualiser les réglementations et, surtout, se mettre à travailler sur le patrimoine immatériel.

L'État compte trois Villages Magiques : Cosalá, El Fuerte et El Rosario, dont le modèle d'intervention doit être revu afin de le focaliser davantage sur la perspective de reconnaissance de la diversité et sur leur durabilité. Un élément central est la reconnaissance des fêtes traditionnelles de Sinaloa et de la pratique de l'ulama, un jeu d'origine précolombienne toujours pratiqué dans l'actualité et qui a obtenu une reconnaissance internationale, même si une révision de son modèle communautaire de gestion et de promotion s'avère nécessaire.

Parmi les domaines fondamentaux d'intérêt on retrouve le renforcement des politiques de reconnaissance de la diversité linguistique, l'archivage, la protection et la gestion du patrimoine immatériel à ajouter au catalogue du patrimoine culturel existant, ainsi que la création de processus d'innovation. Il a été considéré également d'une grande importance que soient créées des politiques promouvant la gestion autonome des ressources des peuples originaires et des politiques de mémoire au sein des différentes communautés.



L'autoévaluation des politiques liées à la culture et l'éducation à Sinaloa a obtenu une note de 35 %, la moyenne mondiale se situant à 38 %. Sinaloa est un État doté d'importantes infrastructures en matière d'enseignement des arts. Ces dernières années, le lien s'est renforcé avec le système éducatif avec la proposition d'activités extrascolaires.

L'une des visites de l'École des Arts José Limón a permis d'observer l'important investissement public récemment effectué par l'ISIC pour promouvoir et professionnaliser les espaces où est enseignée cette éducation artistique. Outre le Centre des Arts José Limón, Sinaloa dispose du Centre d'innovation et d'éducation de Los Mochis, l'Établissement d'enseignement professionnel artistique et d'autres infrastructures pour le rapprochement ou l'étude professionnelle des arts, travaux auxquels s'ajoutent les contributions de l'Université Autonome de Sinaloa, comme le Centre culture de l'unité régionale sud à Mazatlán. L'élan donné à l'éducation artistique à Mazatlán se détache tout particulièrement avec l'École professionnelle de danse, dirigée par la Compagnie de danse contemporaine Delfos, installée dans cette municipalité depuis la fin des années 90.

À Mazatlán, l'encouragement au chant, à la peinture, à la musique et à la littérature est également à signaler. L'existence de plusieurs compagnies gouvernementales et autonomes de danse, théâtre et musique a été soulignée. De même, les options d'éducation artistique ont été élargies sur le terrain informel et au niveau communautaire. Dans ce dernier cas, le temps est venu de professionnaliser les profils des personnes chargées de dispenser ces classes. La création de sept orchestres et chœurs d'enfants a également été citée, à Ahome, Salvador Alvarado, Culiacán et El Rosario, avec près de 1200 membres.

Il a été proposé de travailler sur les contenus et les orientations des enseignements, car le programme est centralisé au niveau fédéral et les éléments appartenant aux cultures locales ne sont donc pas toujours bien mis en valeur. Il s'avère nécessaire de renforcer le dialogue entre les deux secteurs, surtout dans le lien avec la diversité culturelle au sein du système éducatif, l'éducation au numérique et la formation artistique. De même, il a été proposé de promouvoir la formation des agents culturel·le·s pour lui conférer un sens plus contemporain et selon l'approche de la culture et du développement durable, ainsi que la culture de la paix.



Pour l'engagement Culture et environnement, Sinaloa a obtenu un moyenne de 25 %, alors que la note mondiale se situe à 30 %. Ceci s'explique davantage par le fait que les facteurs culturels ne sont pas encore reconnus dans le domaine de la recherche de la durabilité environnementale plus que par le manque d'actions de politique publique gouvernementale ou civile. Autrement dit, il faut rendre visibles les efforts existants et les reconnaître comme faisant partie du lien entre culture et environnement. La biodiversité est l'une des plus grandes richesses de cet État. Il est particulièrement significatif que des avancées aient été opérées avec son archivage et sa documentation. Parmi les expériences reconnues se trouve la promotion par la société civile de la gastronomie locale, riche de par sa diversité, par le biais du Conservatoire de gastronomie de Sinaloa, qui travaille avec l'ISIC à cet élan, aux côtés notamment du Festival de la Pitaya (ce qu'on appelle fruit du dragon en Asie), un fruit des cactus hémiépiphytes propres à la région, mais aussi avec le Jardin botanique et la Papillonneraie créés dans le Parc Sinaloa de Culiacán. En effet, l'élevage de papillons promeut à la fois la protection de la biodiversité mais il permet également d'assurer la continuité de la danse traditionnelle du venado y pascolas, entre autres, où le papillon est une partie intégrante de la tradition des cultures dynamiques des communautés. Les jardins botaniques de Culiacán, Mazatlán et Los Mochis ont également reçu une bonne évaluation.

Des opportunités semblent s'ouvrir avec la nécessité de s'atteler à l'harmonisation des pratiques culturelles communautaires et traditionnelles avec les politiques de protection de l'environnement, qu'elles soient fédérales ou d'État, surtout concernant les réglementations développées par le Secrétariat à l'environnement et aux ressources naturelles (SEMARNAT) pour les sites protégés, où les peuples originaires ont conservé des espaces sacrés pendant de nombreuses générations.

Il est proposé d'utiliser comme bonne pratique le Jardin botanique de Culiacán, car il fonctionne comme espace public, avec des programmes pour l'environnement et des pratiques artistiques.



La moyenne de Sinaloa se situe à 20 % alors que la moyenne mondiale est de 38 %. Il s'avère nécessaire de procéder à une évaluation de l'apport de la culture et de la gestion des ressources culturelles de l'État dans la création d'emplois et de bien-être. Plusieurs entreprises culturelles existent, mais elles sont encore faibles et les entrepreneur·se·s manquent de mécanismes de soutien. C'est à Mazatlán et Los Mochis que se détachent surtout les initiatives entrepreneuriales, car ce sont des zones où l'influence des modèles internationaux de gestion économique commence à avoir de l'impact sur le secteur culturel.

Il existe un intérêt pour la reconceptualisation du secteur afin d'envisager une politique d'encouragement et de stimulation de l'investissement culturel dans le nouveau plan de développement de l'État. Le tourisme est un domaine d'opportunité pour Sinaloa, ce qui implique de donner de l'importance à la vie et aux ressources naturelles au sein des plans de développement de l'État afin de relier de façon durable le modèle touristique à l'écosystème culturel. De même, il faut renforcer les investissements privés dans le secteur culturel, comme c'est le cas avec le Concours international de chant.

Les participant·e·s proposent notamment le développement d'un modèle économétrique qui permette de mesurer l'impact économique du secteur culturel de l'État et en particulier du Carnaval de Mazatlán et du Festival culturel de Sinaloa. Enfin, il·elle·s proposent de créer un programme de soutien aux entreprises culturelles et la formation de nouvelles compétences d'innovation auprès des artistes, créateur·rice·s et entrepreneur·se·s à potentiel et étant intéressé·e·s, ainsi qu'auprès des plus jeunes.



Sinaloa obtient une note de 25 %, encore en-dessous de la moyenne internationale de 35 %. L'accent mis par l'administration antérieure sur les programmes réalisés dans des zones très marginalisées a été reconnu, notamment à travers son programme Culture en mouvement, qui sera soumis à révision pour en reformuler les bases de travail communautaire. La participation des communautés aux centres culturels créés au sein des différentes municipalités ouvre la possibilité de compter sur un réseau citoyen de participation à la vie culturelle, l'on juge donc nécessaire d'institutionnaliser et donner de la continuité et des ressources permanentes à cette politique. Dans cette ligne on retrouve le Centre communautaire de Corerepe, qui a été construit par la société civile et où la population participe à des activités sociales, sportives et communautaires qui impliquent également les écoles de la zone.

Les participant·e·s reconnaissent également la nécessité de renforcer des instances telles que les Conseils citoyens pour le Développement culturel municipal. Il·elle·s ont également souligné la sensibilité de certains programmes aux personnes handicapées, comme dans le cas du lycée pour personnes handicapées. La nécessité de les renforcer et de les étendre aux zones rurales a toutefois été soulignée.

Il est considéré comme nécessaire de professionnaliser la formation des participant-e-s aux ateliers et surtout de mettre l'accent sur un modèle d'intervention communautaire qui suscite le dialogue interculturel et intergénérations et qui soit doté d'une perspective liée au genre, encore absente, qui contribue à éradiquer les pratiques violentes qui trouvent souvent leur origine dans une longue histoire de résistance et confrontation.

De même, les participant·e·s ont souligné la nécessité de reconnaître les instances propres aux peuples indigènes, car leurs modes d'organisation pour l'exercice de la vie culturelle sont différents de ceux des populations non indigènes.



Sinaloa avance dans la prise de conscience de l'importance des facteurs culturels dans le développement urbain et l'usage de l'espace public, avec une moyenne de 34 %, une note toutefois bien inférieure à la moyenne internationale située à 44 %. L'importance de la culture dans les domaines de l'urbanisation est reconnue, mais elle ne s'est pas traduite en réglementations d'application systématique. Cependant, les participant·e·s ont signalé un grand intérêt dans le renforcement de cette dimension, à travers l'implication des écoles d'architectes, ingénieur·e·s et urbanistes (établissements en lien avec le développement urbain) afin de sensibiliser et de promouvoir de nouvelles approches.

Les participant·e·s ont reconnu des progrès avec la récupération du Centre historique et l'embellissement de la Promenade de Culiacán, tout comme l'usage culturel qui en est fait. L'usage de l'espace public est particulièrement pertinent dans le cas du Carnaval à Mazatlán. De même, le Salon du livre de Los Mochis qui, année après année, promeut l'usage familial et culturel de l'espace public ; et le Salon du livre de Mazatlán, organisé par l'Université autonome de Sinaloa dans ses propres installations.

Les propositions formulées sont les suivantes : renforcement des facteurs culturels dans les stratégies des Instituts municipaux d'aménagement, la création d'un programme spécial de culture et espace public, l'intégration de la notion de paysage au sein des politiques urbaines, tout comme l'incidence dans les régulations des transports publics, afin que la mobilité urbaine puisse également être prise en compte dans son lien avec la vie culturelle.



Dans ce domaine également Sinaloa accuse du retard par rapport à la moyenne internationale, l'État obtient 33 % alors que le Panel mondial a fixé sa note à 43 %. En ce sens, la faiblesse des instruments créés pour socialiser la participation à la vie culturelle a été reconnue.

Les participant·e·s ont souligné le programme fédéral 'Salas de lectura' (Salles de lecture), 'Red de lectores' (Réseaux de lecteurs) et 'Yo soy Lector' (Je suis lecteur·rice), qui fonctionne à travers les réseaux sociaux, la Bibliothèque virtuelle des archives historiques et le programme de Mémoire de Sinaloa, qui travaillent de façon numérique.

Il·elle·s ont proposé la création de plusieurs instruments : un observatoire citoyen de la politique culturelle, un système d'État intégral d'information culturelle, l'élaboration d'un catalogue numérique d'artistes, ainsi que des programmes qui promeuvent les connaissances et les compétences afin que les artistes puissent faire connaître leurs œuvres de facon plus autonome.



Sinaloa s'est autoévalué à 35 %, à deux points de différence de la moyenne internationale établie à 37 %. La participation des organisations de la société civile est très bien évaluée au sein de l'État, tout comme celle du secteur privé dans certains domaines de la vie culturelle, même si les participant·e·s reconnaissent que ce mode de participation n'est pas encore réglementé. De la même manière a été saluée la collaboration de la politique culturelle dans les domaines tels que le développement social, la santé et le tourisme, même si là aussi, elle doit être plus systématique et reconnue au niveau du programme de développement.

Un bon exemple de gouvernance est la façon dont est gérée le Jardin botanique de Culiacán, à laquelle participe le Secrétariat de la culture avec les services chargés l'Environnement. Se détache également la collaboration de différentes organisations de la société civile, telles que la Société artistique de Sinaloa, Un Público se Prepara, Amigos de la Ópera de Mazatlán, entre autres. Le programme « Colabora con la Institución » de la municipalité d'Ahome est aussi signalé, car les citoyen·ne·s y soutiennent et promeuvent des initiatives, tout comme le Conseil d'administration de l'ISIC, qui promeut la participation sociale.

Les personnes présentes ont proposé la création d'un organe collégial permanent pour l'évaluation des politiques culturelles ; il·elle·s ont également proposé la reconnaissance et la permanence des initiatives civiles réussies.



CONCLUSIONS

Sinaloa réalise un important effort visant à réorienter sa politique culturelle. C'est ce qui motive son intérêt à rejoindre l'Agenda 21 de la culture en tant qu'État mexicain pionnier, un engagement que vise l'administration actuelle. Cette dernière a entamé son mandat en effectuant une consultation citoyenne. Comme instrument de consultation, elle a utilisé un questionnaire d'autodiagnostic qui découle du document «Culture 21 : Actions». Cette consultation a permis de l'intégrer au Plan national de Développement 2017-2021, où la culture est considérée comme pilier fondamental du développement durable, et de renforcer la dimension culturelle de l'Agenda urbain 20-30 signé par la nouvelle administration de l'État. L'existence d'un comité citoyen permettra d'effectuer un suivi du présent diagnostic, considéré par les participant·e·s à cette autoévaluation comme fondamental pour collaborer à l'élaboration de la nouvelle politique culturelle que devra développer le gouvernement actuel.

Les domaines bénéficiant d'avancées prometteuses se trouvent dans les droits culturels, engagement pour lequel Sinaloa se trouve dans la moyenne internationale. Il sera crucial dans l'avenir proche de définir les droits et responsabilités des citoyen·ne·s à travers la Charte des droits culturels, avec bien entendu un appui budgétaire et un schéma transversal de coopération institutionnelle pour garantir ces droits à l'échelle municipale.

Le lien entre éducation et culture est également un domaine prometteur. Il est donc important que soient consolidées et renforcées les initiatives existantes dans l'éducation artistique, et que soient élargis les systèmes non formels mis en marche et que, surtout, leur lien avec les écoles du système éducatif soit promu. Concernant la durabilité de la vie culturelle, la participation civile se démarque dans la gestion des centres culturels, l'organisation des saisons et festivals, tout comme se détache le lien du secteur privé par le biais des sponsors et des fondations.

Sinaloa peut apporter de bonnes pratiques sur la thématique de la culture et de l'environnement si l'État parvient à articuler la reconnaissance explicite des avancées réalisées, ces dernières n'étant pas forcément connues de la population, ni des propres institutions culturelles et environnementales.

Trois aspects pertinents doivent être abordés de façon stratégique :

- 1. le lien entre culture et économie, à partir de l'élaboration de diagnostics de l'apport de la culture et des arts à l'économie; par exemple en évaluant l'apport économique des festivals; le Carnaval de Mazatlán, et celui d'autres initiatives qui créent de l'emploi et du bien-être dans l'État;
- 2. la création de nouvelles formation à la gestion autonome pour le secteur artistique et culturel ; et



CONCLUSIONS

3. la conception de mécanismes de stimulation et de soutien aux petites et moyennes entreprises culturelles. Pour cela, il est également nécessaire d'accorder la priorité à la reconnaissance du droit des communautés indigènes à la gestion durable de leurs ressources culturelles et de renforcer les projets culturels et initiatives lancées par la société civile.

Enfin, il est recommandé d'encourager l'usage durable et responsable de l'espace public afin de renforcer le sentiment d'appartenance et la cohabitation entre les communautés. Cela exigera la création d'instruments technologiques et/ou la réélaboration des instruments de participation citoyenne à la vie culturelle, mais aussi le développement de nouvelles formations dans le secteur travaillant à la politique et à la gestion culturelles, selon des approches de culture et développement humain durables et dans les thématiques de médiation culturelle, droits humains et culture de la paix.



ANNEXE 1: PARTICIPANTS À L'ATELIER INITIAL

PARTICIPANTS À L'ATELIER

PRÉNOM - NOM	POSTE
Ulises Cisneros	Écrivain et journaliste culturel
Raúl Rico González	Directeur de l'Institut du Tourisme, de l'Art et de la Culture de Mazatlán
Arturo Castañeda	Promoteur culturel
Juan José Rodríguez	Écrivain
Alicia Montaño Villalobos	Danseuse, chorégraphe et chercheuse en danse
Melly Peraza	Écrivaine
Mercedes Murillo	Présidente du front civique de Sinaloa
Nelva Osorio	Promotrice des artisanats
Jesús Manuel Aragón	Chercheur culturel
Aracely Mendivil Portillo	Chercheuse culturelle
Patricia Salazar Rodriguez	Présidente de l'Association mexicaines des femmes cheffes d'entreprise secteur Culiacán
Claudia Bañuelos Wong	Directrice de l'Institut municipal de la culture d'Ahome
Alfonso Milton Eduardo Rojo	Directeur Général de l'Institut pour le Développement Social de Sinaloa / SEDESHU
Trinidad Peñuelas Castro	Sous secrétaire au Lien Social / Secrétariat pour l'Éducation Publique et la Culture
Juan Aviles Ochoa	Directeur de l'Institut Municipal pour la Culture de Culiacán
Alan Dario Mimiaga	Promoteur culturel
Hilda Rosario Báez Sañudo	Directrice Générale du Lycée Étatique de Sinaloa
Rosalva Echeverría Valenzuela	Présidente de la société pour l'éducation à Sinaloa
Leonor Quijada Franco	Directrice de la société artistique de Sinaloa
Juan Ramon Manjarrez Peñuelas	Promoteur culturel
Jaime Félix Pico	Promoteur culturel
Alfredo Contreras	Artiste Visuel
Gaudencio Cuestas Benítez	Représentant pour l'éducation et la culture à la Chambre nationale du commerce
Ángel Villalba Atondo	Directeur de 'Cultura de Choix'



PRÉNOM - NOM	POSTE
Antonio Coronado Guerrero	Directeur de la Fondation culturelle Navachiste
Lorena Kumate Rogers	Déléguée au Tourisme de la Zone Centre
Manuel Acosta	Promoteur culturel
Papik Ramirez Bernal	Directeur général de l'Institut de la culture de Sinaloa
Minerva Solano Moreno	Directrice du Musée d'Art de Sinaloa
Victoria Tatto	Directrice des compagnies artistiques de l'ISIC et Promotrice culturelle
Gladys Guadalupe Toledo	Promoteur culturel
Ronaldo González	Promoteur culturel, universitaire et écrivain
Élmer Mendoza	Écrivain
María Luisa Miranda Monrreal	Promoteur culturel
Carlos E. Morales López	
Ma. Guadalupe Landeros Güicho	
Jorge Escalante Anaya	
Ma. Dolores Espinoza Cota	
Patricia Tirado Rojas	
Porfirio Herrera Otáñez	
Arturo Sánchez Guerra	



CONTACTS

Pour davantage d'informations sur cet atelier, veuillez contacter :



Institut de la Culture de Sinaloa (ISIC)

Papik Alfredo Ramírez, Directeur General de l'Institut de la Culture de Sinaloa

Email: papikramirez@culturasinaloa.gob.mx

Web: www.sinaloa.gob.mx



Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) - Commission Culture

Email: info@agenda21culture.net Web: www.agenda21culture.net













